

DÉLIBÉRATION n°2025-80
Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes
Séance du 5 novembre 2025

Adoption du compte-rendu du Conseil d'Administration du 24 septembre 2025

Le Conseil d'Administration,

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles D741-9 à D741-11

Vu le décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Vu le Règlement intérieur de l'IEP adopté par délibération du Conseil d'administration en date du 18 mars 2019, modifié par délibération du Conseil d'administration n°2025-12 du 1er juillet 2025

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article unique

Le compte-rendu du Conseil d'Administration de l'IEP de Rennes du 24 septembre 2025 est adopté.

Membres en exercice : 30 membres
Membres présents ou représentés : 26 membres

Votes : Refus de participer au vote : 0

Abstention : 0

Contre : 0

Pour : 26

Délibération : **adoptée.** refusée.

Le 5 novembre 2025

Le Président
du Conseil d'Administration



Yann LEJOLIVET

Document(s) en annexe au présent extrait :

Compte-rendu du conseil d'administration du 24 septembre 2025 (6 pages)

Extrait transmis au Recteur Chancelier des Universités le : 6 novembre 2025

Présents

- (1) M. Yann Lejolviet, Président du Conseil d'administration)
- (2) M. David Alis
- (3) Mme Corinne Poulain
- (4) M. Romain Pasquier
- (5) M. Gil Desmoulin
- (6) Mme Claire Toupin-Guyot
- (7) Mme Gaëlle Petit
- (8) Mme Marta Iglesias
- (9) Mme Clara Burgin
- (10) M. Tao Benard
- (11) Mme Marie Vinet
- (12) Mme Eva Jeanson
- (13) M. Baptiste Cadeau
- (14) Mme Pauline Cardot

Représentés

- (15) M. Nicolas Escach
- (16) Mme Adeline Thobie

Membres ayant voix consultative

- (17) M. Pablo Diaz, Directeur de l'IEP
- (18) Mme Léa Escalmel, Association des Anciens

Invités

- (19) Mme Myriam Ravalet
- (20) Mme Cyrielle Leclerc
- (21) Mme Hélène Insel, rectrice
- (22) M. Cyril Rams
- (23) M. Sébastien Châble
- (24) Mme Nathalie Pruchon
- (25) M. Hugues Parola

Procurations :

Mme Laurence Bertrand-Dorléac	Donne pouvoir à	M. Yann Lejolviet
Mme Yamina Lamrani-Carpentier	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin
M. Marc Hervé	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Vincent Valentin	Donne pouvoir à	M. Romain Pasquier
M. Thibault Tellier	Donne pouvoir à	M. Gil Desmoulin
Mme Armelle de Guibert	Donne pouvoir à	Mme Marta Iglesias
Mme Amandine Goutines	Donne pouvoir à	M. Tao Bernard
M. Andrea Amore	Donne pouvoir à	M. Baptiste Cadeau
Mme Lou Presti	Donne pouvoir à	M. Baptiste Cadeau

M. Lejolyet ouvre la séance.

Mme Ravalet procède à l'appel et constate que le quorum est atteint.

- **Adoption du procès-verbal du conseil d'administration du 13 mars 2025**

Le procès-verbal du conseil d'administration du 13 mars 2025 est adopté à l'unanimité.

1. MESURES RÉGLEMENTAIRES ET PRATIQUES

- **Convention INSEAC**

M. Diaz rappelle que Sciences Po Rennes a reçu une lettre d'intention actant le transfert de l'INSEAC vers Sciences Po Rennes et que la présente convention signée par les trois tutelles en avril dernier concrétise désormais ce transfert en précisant les objectifs de l'INSEAC et en autorisant officiellement l'IEP à organiser sa gouvernance. Sciences Po Rennes se félicite qu'aboutisse enfin ce projet qui était en réflexion depuis un certain temps, qui témoigne de la confiance accordée à Sciences Po Rennes par les trois ministères de tutelle (Culture, Éducation nationale et Enseignement supérieur et recherche) pour porter cette ambition nationale. Cette décision offre à la région Bretagne une place de choix dans le rayonnement de l'enseignement culturel et artistique qui est garant de l'épanouissement intellectuel, de l'ouverture à l'autre et de la démocratie. Le conseil d'administration est appelé à valider cette convention INSEAC, sachant que le transfert ne sera définitif que le 1^{er} janvier 2026, lorsque le conseil d'administration du 17 décembre 2025 se prononcera sur la convention de moyens.

Mme Insel remercie le conseil d'administration de Sciences Po Rennes de lui donner l'opportunité de défendre le projet de l'INSEAC et, plus particulièrement, son rattachement à l'IEP. Cette décision n'est pas uniquement une décision administrative. Elle reflète aussi une vision stratégique pour renforcer et pérenniser l'efficacité et l'impact public d'un projet de formation et de recherche qui a fait ses preuves auprès des enseignants, des artistes intervenant en milieu scolaire, des élus et des agents des collectivités territoriales. Dans un contexte où l'accès à la culture et à l'éducation artistique et culturelle représente un enjeu majeur d'équité sociale et territoriale, l'INSEAC est un outil performant pour professionnaliser ces acteurs et favoriser une diffusion harmonieuse de cette politique publique et des pratiques culturelles au sein des établissements scolaires et des territoires. La Bretagne étant une région exemplaire dans le cadre de la démarche 100 % éducation artistique et culturelle, il n'est pas étonnant que l'INSEAC s'ancre dans cette région.

En quelques années, l'INSEAC s'est bâti une certaine notoriété, tant au niveau national qu'international, comme en attestent des collaborations prestigieuses, notamment avec la Cour des comptes dans le cadre de la rédaction du rapport sur l'EAC qui constitue désormais une référence incontournable pour l'élaboration des politiques publiques. Ainsi, le projet de rattachement à l'IEP, qui est en quelque sorte l'acte II dans la vie de l'INSEAC, est apparu comme le meilleur moyen d'amplifier et de pérenniser cette belle dynamique. De plus, ce projet garantirait à l'INSEAC une gouvernance transparente et publique, une stabilité budgétaire et un alignement parfait avec les missions d'intérêt général qui sont au fondement de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Enfin, il permettra également de mutualiser les ressources et de renforcer la légitimité de l'INSEAC auprès des institutions publiques, des partenaires éducatifs et des financeurs. Pour Mme Insel, défendre ce projet de transfert, c'est défendre un projet visionnaire, qui allie innovation, équité territoriale et service public, et qui prépare les générations futures à une société inclusive et riche sur le plan culturel.

Mme Poulain souligne que ce projet répond enfin à l'ambition très ancienne de rassembler formation continue, recherche et animation de réseau au sein d'un même établissement d'enseignement supérieur. Il n'est pas étonnant, en effet, que la Bretagne ait été choisie comme territoire pour cette initiative, puisqu'elle hybride depuis longtemps ses politiques culturelles avec les enjeux d'éducation et de citoyenneté, comme en témoigne Les champs libres. Par ailleurs, Mme Poulain souligne que l'éducation artistique et culturelle fait la synthèse entre trois héritages conflictuels des politiques culturelles : l'éducation populaire, l'enseignement et la rencontre avec les artistes et les œuvres. Par cette approche, l'éducation artistique a renouvelé les politiques culturelles et s'est imposée comme un acteur incontournable des politiques culturelles des territoires en s'appuyant sur les ressources de ces mêmes territoires. Elle a de ce fait contribué à la reterritorialisation des politiques culturelles. Enfin, l'éducation artistique et culturelle est au cœur d'une réflexion sur les « éducations à » et l'INSEAC a un véritable rôle à jouer pour favoriser ces nouvelles transversalités au service d'une politique culturelle à la hauteur des enjeux démocratiques.

M. Pasquier se félicite également de ce rattachement de l'INSEAC à l'IEP. En tant que directeur de la recherche, il y voit l'opportunité de consolider le chantier de recherche sur les politiques culturelles qui a été ouvert par la création du Master Cultures et transitions.

M. Alis salue l'acte II de l'INSEAC évoqué par Mme Insel et qui constitue un nouvel ancrage et une nouvelle dynamique, à la fois pour l'INSEAC, pour Sciences Po Rennes et pour l'Université de Rennes. Sciences Po Rennes doit être fier de ce rôle national que les tutelles lui confèrent au service des politiques publiques d'éducation artistique et culturelle, et qui confirme la posture historique de l'établissement en faveur de ces politiques publiques. M. Alis souligne également l'importance que des institutions bretonnes portent des actions nationales. Le transfert de l'INSEAC au sein d'un établissement breton est pour lui un exemple de décentralisation et d'ancrage des politiques publiques sur un territoire fédérateur.

M. David rappelle que la région Bretagne est impliquée depuis le début dans la création et le développement de l'INSEAC et que l'enjeu de ce rattachement était de maintenir l'INSEAC en Bretagne tout en garantissant sa pérennité. La collectivité étant très sensible à l'équilibre territorial de toutes les structures d'enseignement supérieur et de recherche, elle salue le choix de positionner l'INSEAC à Guingamp, tout en le connectant avec l'ensemble des acteurs présents sur le territoire régional. En effet, l'enjeu est aussi de construire une dynamique avec ces acteurs de l'écosystème régional, à la fois dans le champ culturel et dans le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche. Un certain nombre d'appels à projets offriront d'ailleurs l'opportunité de concrétiser cette ambition et de faire valoir l'ancrage régional. Enfin, en tant que président du pôle Bretagne culture scientifique et technique, M. David se dit prêt à faciliter le lien de l'INSEAC avec la culture scientifique et technique.

M. Lejolivet insiste sur le caractère exceptionnel de ce projet, qui ne constitue pas uniquement une réussite pour Sciences Po Rennes, mais pour toute la Bretagne. Le projet s'inscrit bien dans une démarche collective qui, au-delà de sa valeur symbolique, a été réellement portée par les acteurs régionaux au plus haut niveau de l'État. C'est grâce à cette implication qu'un établissement régional a été préféré à des structures nationales qui étaient tout aussi légitimes. Enfin, M. Lejolivet souligne que ce projet intervient dans un contexte où l'accès à la culture revêt une importance inédite.

La délibération suivante est soumise au vote :

Article 1 : La convention relative à la création au sein de Sciences Po Rennes de l'Institut national supérieur de l'éducation artistique et culturelle implanté à Guingamp en tant qu'antenne spécifique de Sciences Po Rennes.

Article 2 : La création de l'INSEAC au sein de Sciences Po Rennes sera effective au 1^{er} janvier 2026, une fois modifié le règlement intérieur de l'IEP et adoptée la convention pluriannuelle de moyens garantissant les moyens de fonctionnement de l'institut, est approuvée à l'unanimité.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

- **Convention site Duchesse Anne**

M. Lejolivet explique que les négociations menées avec l'IPAG depuis un certain temps ont permis d'aboutir à un accord de gouvernance unique du site Duchesse Anne sur le plan de la sécurité, de l'entretien et de l'occupation des locaux.

Mme Ravalet se félicite de l'aboutissement de ce travail qui a duré une année et qui avait pour ambition d'optimiser l'utilisation du site, de l'adapter aux besoins des différentes structures et d'améliorer le confort et la sécurité pour l'ensemble de l'organisation.

M. Alis remercie l'action des DGS pour faire aboutir cette convention.

La délibération suivante est soumise au vote :

Article 1 : La convention relative à la reprise en gestion des locaux du site Duchesse Anne Université de Rennes par Sciences Po Rennes à compter du 1^{er} septembre 2025.

Article 2 : L'État et le département d'Ille-et-Vilaine seront informés de ces dispositions et du souhait des parties de modifier le bail emphytéotique pour parvenir à une unicité d'interlocuteurs au profit de Sciences Po Rennes.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

2. PÉDAGOGIE – DIPLÔME SCIENCES PO

- Règlement général des études et des examens (cursus classique, FISP et FASP)
- Annexe modifiée sur les stages à Sciences Po Rennes
- Modalités de contrôle des connaissances 2A Caen
- Modalités de contrôle des connaissances 4A Rennes et 4A Caen (ORIT et InSitu)

Mme Iglesias précise, concernant l'annexe modifiée sur les stages, que la demande de modification relative aux difficultés liées au stage obligatoire en troisième et en quatrième année a été prise en compte.

M. Desmoulin indique, concernant le règlement général, que la note minimale de 10/20 est désormais nécessaire pour valider le grand oral de cinquième année. En revanche, en cas de rattrapage, le jury peut autoriser une compensation avec le bloc Compétences du cycle Master.

Les délibérations 2025-65, 2025-66, 2025-67 et 2025-68 sont adoptées à l'unanimité.

Modalités de contrôle des connaissances Ecole Politiques Publiques (5ème année)

- MCC Centre de préparation INSP
- MCC DPP
- MCC CTT
- MCC GMT

Modalités de contrôle des connaissances École Affaires internationales (5ème année)

- MCC Affaires Politiques Européennes (APE)
- MCC Agir

Modalités de contrôle des connaissances Ecole Villes et environnements urbains (5ème année)

- MCC Stratégies innovantes des territoires urbains : anticiper les transitions (IN SITU)

Modalités de contrôle des connaissances École de Journalisme (5ème année)

- MCC Journalisme, Reportage et Enquête (JRE)

Les délibérations 2025-69, 2025-70, 2025-71 et 2025-72 sont adoptées à l'unanimité.

3. PÉDAGOGIE – DIPLÔMES INTERNATIONAUX

- Modalités de contrôle des connaissances et Règlement AEPa/CEPa

La délibération 2025-73 est adoptée à l'unanimité.

4. RÉSEAU SCPO

- CC1A – Règlement d'admission en 1^{ère} année des diplômes « Grade Master » Cursus Général »

- **CC1A – Convention relative à l'organisation de l'admission en première année entre les 7 IEP**

M. Diaz précise que le concours commun est présidé cette année par l'IEP de Toulouse et que la thématique retenue est « le corps et le vivant ».

Les délibérations 2025-74 et 2025-75 sont adoptées à l'unanimité.

- **Convention avec La Fédération des Associations Sportives des Sciences Po (FASSPO) pour l'organisation des JISPO 2026**
- **Convention ARTEFACT**
- **Convention Prix Mirabeau**

M. Diaz précise que ces délibérations ont pour objet d'autoriser le directeur à verser les subventions aux trois associations.

Les délibérations 2025-76, 2025-77 et 2025-78 sont adoptées à l'unanimité.

- **Convention relative à la mutualisation des parcours de 4A**

M. Diaz explique que les neuf IEP de régions sont parvenus à un accord pour autoriser la demande de mutualisation dès la quatrième année, après le séjour à l'étranger de troisième année. Le dispositif sera applicable dès septembre prochain.

La délibération suivante est soumise au vote :

Article 1 : La convention relative à la mutualisation des parcours de quatrième année et de cinquième année du diplôme conférant le grade Master des IEP d'Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg, Toulouse, Bordeaux et Grenoble pour la période 2025-2026.

La délibération 2025-79 est adoptée à l'unanimité.

- **Avenant à la convention pour la mutualisation de la 5A**

M. Diaz explique que l'avenant à la convention doit permettre aux étudiants de quatrième année de partir en mutualisation avec les conditions précédentes.

INFORMATION DE LA DIRECTION

M. Diaz indique que les travaux de la nouvelle bibliothèque avancent et sont dans les temps. Un événement, sous la forme d'une déambulation à vélo, a été organisé le 23 septembre par les universités et la métropole pour faire connaître les différentes bibliothèques du territoire et rappeler leur rôle crucial dans le rayonnement du savoir et des connaissances.

Par ailleurs, la leçon inaugurale des étudiants de première année aura lieu le 25 septembre en présence du président de région sur le thème des cahiers de doléances.

Enfin, M. Diaz informe le conseil d'administration que l'effectif de l'équipe administrative se renforce afin de répondre aux besoins actuels et à venir.

Mme Ravalet confirme que plusieurs nouvelles personnes ont été accueillies au sein de l'équipe administrative :

- Une responsable du pôle Patrimoine immobilier et logistique ;
- Une chargée des affaires juridiques et de la commande publique ;
- Un technicien informatique de proximité ;
- Un contrat étudiant intervenant en renfort pour l'assistance informatique.

M.Parola ajoute qu'un recrutement est en cours au niveau de la chaire de recherche Ecodeter.

QUESTIONS DIVERSES

M. Lejolivet tient à remercier les administrateurs étudiants, qui participent à leur dernier conseil d'administration, de leur engagement pour le collectif et leur souhaite une bonne continuation dans leur parcours universitaire et professionnel.

Par ailleurs, une réunion exceptionnelle aura lieu le 5 novembre 2025 pour examiner le budget rectificatif.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.